



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 2222

Texte de la question

CROISSANCE DANS LA ZONE EURO

M. le président. La parole est à M. Jean-Christophe Fromantin, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Jean-Christophe Fromantin. Monsieur le Premier ministre, vous évoquiez tout à l'heure ce sujet européen. Le fait que la France risque de tomber l'année prochaine dans la récession nous inquiète bien entendu tous. Nous sommes convaincus également que c'est dans le cadre d'un pacte et d'une dynamique franco-allemande que nous pourrions réamorcer une perspective de croissance.

Quatre leviers le permettraient, et, puisque les ministres de l'économie et des finances étaient en Allemagne au début de la semaine, il serait intéressant de bien comprendre quels leviers on peut activer avec nos partenaires allemands.

Il y a la politique monétaire, mais il semble que, de ce point de vue, il y ait un désaccord sur la politique à tenir.

Il y a l'injection de liquidités, comme cela a été fait récemment. Il semble qu'il y ait aussi un désaccord avec l'Allemagne sur la pérennité de ce type de dispositif.

Il y a la politique budgétaire, et nous sommes obligés de constater un désaccord sur ce point entre la France et l'Allemagne.

Reste donc l'investissement, mais j'ai besoin d'être rassuré, comme un grand nombre de mes collègues, je pense, car j'ai l'impression qu'il y a un quiproquo, la France proposant de l'investissement public et l'Allemagne nous répondant en parlant d'investissement privé. L'Allemagne refuse d'investir 50 milliards, il y aura au plus 13 milliards, c'est une nouvelle règle constitutionnelle, ce qui contribue à peine à hauteur de 0,05 % à la croissance française.

Il y a donc un doute et, je souhaiterais que vous nous donniez quelques détails sur ce que sont ces fameux leviers de relance franco-allemands. À lire ce qu'il est ressorti de la presse, honnêtement, je ne vois pas aujourd'hui de vrais effets de relance avec nos partenaires allemands. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Je vous remercie, monsieur le député, pour la question constructive que vous posez.

Nous sommes tous préoccupés, et c'est ce qui devrait nous rassembler, par la situation de la zone euro. Si nous voulons qu'elle retrouve une croissance suffisante dans un monde dont la croissance est plus forte que la nôtre mais qui s'interroge cependant sur son caractère durable, la France et l'Allemagne doivent travailler ensemble, pas seulement pour des raisons liées à l'histoire, parce que nous serions la France et l'Allemagne, mais pour des raisons extrêmement concrètes. La France et l'Allemagne représentent plus de 50 % de la production, de la richesse, allais-je dire, de cette zone euro, nous devons donc agir ensemble. Cela ne veut pas dire que les uns doivent donner des ordres aux autres. Chacun doit faire chez lui ce qu'il est nécessaire de faire pour que l'Allemagne aille mieux et que la France aille mieux, mais nous pouvons agir ensemble pour que les leviers que vous venez de décrire avec une grande pertinence soient activés avec efficacité.

Je ne reviens pas sur la politique monétaire. C'est le rôle de la Banque centrale européenne, la France considère que c'est la bonne politique qui est menée.

Je ne reviens pas sur la politique budgétaire. Il est nécessaire, la France le dit et nous partageons de plus en plus avec l'Allemagne la même préoccupation, de continuer à diminuer nos déficits, mais à un rythme compatible avec la possibilité d'avoir une croissance plus forte.

Enfin, il y a l'investissement. Cette question est décisive parce que l'investissement stimule immédiatement la demande, ce qui se traduit par plus de travail pour nos entreprises, et parce qu'il donne en même temps à nos économies la possibilité de se développer davantage si l'on investit dans les infrastructures de transport, les infrastructures énergétiques, les infrastructures virtuelles, la recherche et le développement, investissement lui aussi absolument nécessaire.

Il n'y a pas, d'un côté, l'investissement privé et, de l'autre, l'investissement public. Nous progressons ensemble. Les Allemands aussi ont besoin d'investissements publics et nous avons besoin, nous, de plus d'investissements privés. C'est ainsi que nous progressons et c'est ainsi que nous serons efficaces, Allemagne et France ensemble, pour une Europe plus forte. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Christophe Fromantin](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (6^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2222

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 octobre 2014](#)